

A quand l'activation des politiciens ?

On s'était dit que les écoles devraient mettre plus de choses en place pour préparer les élèves à la vie active. Elles pourraient, par exemple, inviter des personnes de chez Actiris/Forem pour expliquer les démarches à entreprendre en dernière année d'étude, une personne des ressources humaines pour présenter les points importants d'un entretien d'embauche,...

Par rapport aux différents textes qu'on a lus, on a constaté que beaucoup de citoyen.ne.s - et surtout les jeunes - sont au chômage car il n'y a pas assez de travail ou que les responsables font un tri en fonction de la nationalité, de l'origine, du diplôme qu'on possède,.... Cela devient problématique pour les demandeurs d'emploi dont la majorité veut trouver un travail. Ils se bougent pour en trouver mais au final ils restent souvent à la case départ : le chômage.

Il y a également des patrons qui ne veulent pas engager des personnes qui viennent d'être diplômées et/ou qui ont une qualification car ils doivent les payer trop cher. Suite à cela, ils leur demandent d'avoir un plan Activa, comme ça ils doivent dépenser moins d'argent et l'État paye le reste. C'est très ennuyant pour les personnes qui veulent travailler car elles doivent attendre six mois à un an en étant au chômage. Pendant ce laps de temps, elles n'ont donc aucun revenu ; elles doivent compter soit sur la solidarité familiale (au risque d'appauvrir leurs proches) soit sur le CPAS. Dans le pire des cas, ces personnes se retrouvent à la rue. De plus, pour avoir accès au chômage il faut déjà avoir travaillé un an complet.

Avant, il y avait l'État-Providence ou Social, mais maintenant cela a été modifié. C'est un État Social Actif, c'est-à-dire que les citoyens doivent eux-mêmes prendre les initiatives et se bouger pour trouver un job. Cela catégorise les chômeurs qui ont parfois l'impression de passer un entretien d'embauche non pour décrocher un emploi mais pour faire signer un papier.

Face à ces constats, l'activation des chômeurs ne nous semble pas résoudre le problème de chômage, il le déplace juste : des gens profitent encore du système et d'autres sont injustement pénalisés et restent sans emploi. De plus, les jeunes sont lâchés à l'aventure et ne reçoivent pas l'aide suffisante pour trouver un travail correct.

Après avoir discuté du sujet entre étudiantes et après avoir rencontré des hommes et des femmes politiques, nous en concluons que nous n'avons aucune confiance en la politique belge, que les politicien.ne.s mentent, ne respectent pas leur programme et leur parole, qu'ils pratiquent la langue de bois et il nous semble qu'ils mettent en œuvre des choses sans les comprendre.

Finalement, on parle de l'« activation » des chômeurs, mais qu'est-ce que être « actif » ? Un bénévole de la Croix Rouge au chômage n'est-il pas « actif » ? Tout comme un parent au foyer ? Qu'en est-il des aidants proches ? Que serait notre société sans tous ces chômeurs actifs ? Ne serait-il pas plus intéressant de réfléchir à changer cette conception du travail et de la société plutôt que de nous expliquer les trucs et ficelles du monde de l'emploi, le fonctionnement d'un système qui ne fonctionne pas ?

Cher.e.s concitoyen.ne.s, faites attention, à l'approche des élections, les politicien.ne.s sont là pour se vendre. Vérifiez ce que proposent les partis comme modèle de société et ce qu'ils ont déjà mis en œuvre et quels engagements ils ont déjà respectés. À quand l'activation des politiciens ?